

absolument étranger au rôle joué par notre administration. Il est par conséquent nécessaire, de temps en temps, de relever le gant et de montrer, quand même ce serait brièvement, que dans notre pays comme dans les autres, il existe entre le Gouvernement et le peuple, entre la vie du peuple et l'action du Gouvernement ou du Parlement, un rapport étroit dont l'influence réelle varie selon l'esprit et les méthodes des hommes au pouvoir.

Je sais que nos adversaires prétendent que le parti ministériel suit les sentiers tracés par la politique des conservateurs et par là ils peuvent nous imposer silence et nous mettre au défi de signaler aucun nouveau marché ouvert aux exportations canadiennes. Ce dernier argument tombe à plat en présence du traité franco-canadien qui, de l'avis des hommes d'affaires les plus remarquables, est destiné à avoir une grande influence sur notre commerce avec la France. Je puis ajouter que la préférence accordée à la Nouvelle-Zélande a gagné cette colonie en tant que marché pour les produits en conserves de la Colombie-Anglaise. Mais il y a encore une meilleure réponse à cette objection, parce que je crois que l'expérience a appris qu'il est plus profitable et plus rationnel pour le Canada de développer systématiquement des débouchés existants, au moyen de nouvelles ententes et d'une propagande plus active et mieux organisée que de faire de nouveaux traités, avantageux en réalité pour un seul côté, avec des pays qui sont encore peu au courant des bénéfices qu'il y aurait à commencer avec le Canada.

A l'observation générale que la politique du Gouvernement a été une politique conservatrice sous une étiquette libérale, je répondrai en attirant votre attention sur les deux points caractéristiques fondamentaux de l'administration actuelle—ceux qui la distinguent essentiellement de l'administration précédente. Le premier de ces points est l'idée que le parti libéral a de la liberté et du progrès en opposition au principe réactionnaire qui est au fond de toutes les politiques conservatrices—spécialement en Angleterre et au Canada. On a dit de certaines nations que par tempérament, tradition et vocation, elles étaient à l'avant-garde des nations. L'histoire montre aussi que le parti libéral, en Angleterre comme au Canada a été à l'avant-garde, c'est-à-dire qu'il a toujours vu plus haut et plus loin sur le chemin que parcourt la démocratie.

Donnis 1896, le parti libéral canadien s'est efforcé d'être fidèle à ses principes et à sa mission et il a appliqué à tout le rouage administratif de l'esprit d'initiative, de la hardiesse dans la conception et un sentiment de responsabilité nationale que vous cherchiez vainement dans la politique de léthargie, de favoritisme et de routine qui caractérisait l'ancien système.

M. RIVET.

Telle est la première marque de distinction entre le Gouvernement actuel et le gouvernement conservateur. Il y en a encore une seconde—elle consiste dans l'application judicieuse de principes aux conditions changeantes de notre société et aux nouveaux besoins créés par son évolution. En 1896, M. W. J. Bryan disait à Chicago: "Les changements de conditions nécessitent de nouveaux moyens. Les principes sur lesquels repose la démocratie sont aussi durables que les montagnes, mais ils doivent être appliqués aux nouvelles conditions à mesure qu'elles se produisent."

Un homme d'état anglais a dit aussi: "Les doctrines politiques ne sont pas comme des axiomes et des définitions de la géométrie, d'une vérité absolue, résistant à l'influence du temps et des lieux, leur valeur et leur force dépendent de l'expérience et sont nécessairement aussi changeantes que les circonstances sur lesquelles toute expérience est fondée."

Telle a été la ligne de conduite du parti libéral depuis 1896: adopter les principes de la science gouvernementale qui est essentiellement expérimentale, aux conditions d'un nouveau pays qui est dans un état de transition économique et nationale.

C'est en s'en tenant fidèlement à ces deux vérités politiques—progrès dans la liberté et la prudente application d'idées—que le parti libéral a pu faire sortir l'ordre du chaos, la réforme de l'inertie et la prospérité de la stagnation.

Battus de nouveau dans ce dernier retranchement nos adversaires pourtant ne déposeront pas leurs armes. Avec un zèle digne d'une meilleure cause et à défaut de meilleures ressources ils essayeront de passer en revue l'administration gouvernementale pour signaler de temps en temps dans la lunette de leur imagination les quelques taches que l'on peut voir sur le brillant soleil de la politique libérale.

Telles sont les tactiques avec lesquelles ils pensaient reprendre le pouvoir qu'ils n'ont certainement pas perdu par suite d'une honnêteté administrative trop prononcée. Le succès qui a suivi ces tactiques est loin de nous causer du regret, mais il me semble qu'il devrait faire ouvrir les yeux à nos amis d'en face. Nos adversaires devraient prouver que dans les traditions de leur parti, dans leur programme et dans leurs idées politiques, ils offrent au pays une administration plus éclairée, plus honnête et plus progressive.

Malheureusement pour eux, ils n'ont pas et ils ne peuvent pas présenter un tel certificat de capacité. Jusqu'à maintenant ils se sont bornés à un rôle purement négatif et ils n'ont révélé aucun des caractères nécessaires pour le Gouvernement, tels qu'un programme de réformes réelles et une conception politique dominante et uniforme des grands problèmes d'intérêt national. Le programme formulé par leur chef à Halifax,